



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service Communication

Hôtel de Matignon, le 6 octobre 2021

Discours de M. Jean CASTEX, Premier ministre

Présentation des lauréats de l'appel à projets pour les transports collectifs en site propre

Tourcoing

Mercredi 6 octobre 2021

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le ministre de l'Intérieur,
Monsieur le ministre délégué en charge des Transports,
Madame la ministre maire de Lille,
Monsieur le président de la Métropole.

Mesdames et messieurs, évidemment, les parlementaires que je salue chaleureusement,
Monsieur le vice-président de la belle région des Hauts-de-France,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames et Messieurs.

C'est effectivement, madame la Maire, un moment important pour le Premier ministre que je suis d'avoir à faire comme on dit des annonces sur un sujet - le Premier ministre n'oublie pas le maire qu'il fut - très important pour la vie quotidienne de nos concitoyens, très important pour la vie quotidienne de nos concitoyens, pour le développement des territoires dans lesquels ils vivent. Je viens, je le dis d'emblée ici, pour illustrer aussi une part importante de notre stratégie de relance, de notre plan de relance.

Je le dis : stratégie qu'à la demande du président de la République nous avons déployé alors même que la crise sanitaire n'était pas terminée. Nous avons essayé tous réunis, et je salue encore les collectivités présentes de faire face à cette crise sanitaire pour tous les secteurs concernés. L'impératif c'était d'éviter que l'économie, et j'allais dire la société, ne s'effondre. Mais très vite, il fallait passer à la phase suivante et redémarrer. Mais redémarrer avec des axes politiques, relancer autour d'une stratégie globale que vous connaissez toutes et tous, je ne vais pas la rappeler : la transition écologique, la souveraineté économique, la cohésion sociale et territoriale.

Donc on a fait un plan de relance, 100 milliards, qu'est-ce que c'est 100 milliards ? Ça jingle, on ne sait pas trop ce que ça veut dire. Donc nous le déployons, nous l'illustrons, nous l'incarbons. Ces 100 milliards, ça veut dire des choses extrêmement concrètes pour nos concitoyens, j'y reviens. Et ce que nous faisons ce matin en est une démonstration visible, visible. Je précise aussi à tout le monde, parce que je lis les débats, ces 100 milliards, ils sont indispensables pour soutenir la reprise de notre économie. Ils sont indispensables. Je n'oublie pas d'ailleurs que quand je les ai présentés on m'a dit "Ah vous êtes petit joueur..." Quand le nouveau président des Etats-Unis a été élu, il a présenté son plan, on m'a expliqué qu'alors là, vraiment, on n'était même riquiqui. Alors aujourd'hui on me dit "Mais Monsieur, vous dépensez beaucoup !", sous-entendu trop. Il y a peut-être d'autres considérations qui justifient ces prises de position. Moi je suis très serein. Même le très sérieux Fonds monétaire international a dit "l'heure n'est pas à l'austérité", il faut relancer la machine économique partout sur les territoires et c'est ce que nous faisons et je ne vais pas m'arrêter, je vous le dis. J'ignore bien, ou je n'ignore pas plutôt, qu'il y a quelque échéance à venir.

Mais voilà, comme je l'ai dit hier à l'Assemblée nationale, elles sont insolubles dans l'évolution des prix du gaz, qui se contrefoutent de nos échéances électorales. De la même manière, notre priorité économique ne doit être altérée par aucunes conditions sinon les critères d'efficacité. Est-ce que ça marche ? Est-ce que, oui ou non, nous avons le taux de reprise de croissance économique le plus fort de la zone euro ? Est-ce que nous avons empêché que le chômage explose, au point même qu'aujourd'hui vous le voyez en particulier dans cette belle région si dynamique vous créez beaucoup d'emplois. L'heure c'est quoi ? C'est de savoir comment on va les pourvoir. Est-ce qu'on a grâce à "Un jeune, une solution" permis d'éviter que le chômage des jeunes qui avait crû de près de 30% lors de la crise de 2008-2010 soit contenu ?

La réponse à ces questions, vous le voyez, c'est oui. Mais on ne doit pas s'endormir sur nos lauriers et on doit continuer à investir au service de nos priorités collectives. Et donc aujourd'hui, oui, parmi celles-ci, elle datait de bien avant la crise mais si je puis m'exprimer ainsi, profitons de celle-ci, profitons de la relance pour accélérer ces priorités au service de nos concitoyens, et j'allais dire puisqu'il s'agit de transition écologique, de notre planète et du développement de vos territoires.

Je le dis d'ailleurs avec vous, nous avons sur ces sujets, avec les élus des territoires, une politique globale, celle des transports en commun que j'illustre ce matin, que nous avons ensemble emprunté mais c'est tous les modes de déplacement doux, vous le savez, et qu'il faut développer, qu'il faut promouvoir. Il y a les thèmes, les pôles d'échanges multimodaux, l'intermodalité, tout cela est au cœur de nos priorités. On a donc lancé à cet effet pour les transports en commun dans les agglomérations un appel à projets. J'ai vu ce qui se préparait, il y avait dans le plan de relance annoncé en septembre dernier, cher Jean-Baptiste, une enveloppe de 400 millions. On a vite compris que ça ne suffirait pas. J'ai donc décidé de porter cette enveloppe à 900 millions d'euros, je le précise pour les gens inquiets, par redéploiement au sein du plan de relance - il faut toujours rassurer les inquiets. C'est un effort, je le dis, quand même, sans précédent de l'État puisque c'est le quatrième appel à projets de cette nature, si mes informations sont exactes, je n'ai rien inventé. Mais enfin, c'est celui qui est doté du montant le plus élevé, je le rappelle, que le précédent qui remonte à 2013, s'élevait à 450 millions d'euros, ce n'est pas rien, mais enfin, c'est quand même moitié moins que celui-là. Je voudrais me féliciter devant vous de la méthode d'instruction, parce que l'action publique c'est la transparence. On a fait un jury technique comprenant notamment le GART. Je salue le président du GART. Je le dis quand même. Et c'est bien, voyez que l'État fasse venir un représentant technique des autorités organisatrices qui sont décentralisées comme vous le savez, et c'est une force, pour à la fois éclairer de la richesse de cet apport les décisions qui sont appelées à être prises, mais aussi, qui en quelque sorte soit le garant de l'honnêteté de cette procédure dont, bien entendu, personne n'aurait pu douter. Mais on ne sait jamais. Au cas où, là aussi, il y aurait des inquiets, cette procédure a été transparente. 162 ont été retenus. Parmi eux, 95 de transports collectifs en site propre ont été sélectionnés. Ils vont recueillir 858 millions d'euros, c'est bien ça, Jean-Baptiste, de subvention, et 64 pôles d'échanges multimodaux, eux recevront les 42 millions d'euros restants.

Si on est très concret, ça veut dire 25 nouvelles lignes de tramway partout en France, 168 kilomètres très précisément. 74 nouvelles lignes, 852 kilomètres

très précisément de bus à haut niveau de service, comme on les appelle désormais. Et si je le dis autrement, avec cet appel à projet et la mise en œuvre des projets correspondants, ça va faire une augmentation de 20 %, ce n'est pas rien, du nombre de kilomètres de tramway, partout en France, ici, évidemment dans la métropole lilloise, je vais y revenir. Et la multiplication par 3 du nombre de ces lignes de bus à haut niveau de service. Ça, évidemment, c'est le rôle de l'État, le rôle économique. C'est une subvention, donc, ça a un effet de levier important puisque ça va permettre des investissements dans ce domaine à hauteur de 9,9 milliards d'euros. Si je n'avais pas été scrupuleux aujourd'hui, j'aurais dit 10 milliards pour nos amis journalistes, parce que ça fait chiffre rond, mais soyons précis., c'est 9,9 milliards d'euros dans les territoires au service de la mobilité du quotidien de nos concitoyens.

Évidemment, pas besoin de m'étendre sur les retombées économiques sur les travaux, sur les emplois générés, induits par ces investissements qui sont souvent très territorialisés et, comme on dit, non délocalisables. J'ajoute aussi, puisque vous avez la carte des projets qui s'affiche ici et dont nous vous donnerons tous les détails, évidemment aux représentants des médias. Petite précision, nous avons, vous le savez, des projets spécifiques, parce que vous ne les voyez pas, à Marseille mais ça, je crois que ça n'a échappé à personne.

Et donc, je le dis quand même pour tous les autres élus, ça s'ajoutera, c'est-à-dire ça ne vient pas, j'aurais pu venir diminuer l'impact de l'appel à projets dont je suis venu ici dans la métropole lilloise, vous entretenir ce matin. Non. Nous ferons un traitement distinct. Donc les montants que nous dégagerons à cet effet s'ajouteront à ceux que je vous décris ce matin. Et je vous rappelle de la même manière par ailleurs, mais ça ce n'est pas tout à fait nouveau, que s'agissant de l'Île de France, l'Île de France, elle a aussi, ça ne date pas de mon Gouvernement, un dispositif contractualisé notamment dans le cadre des CPR, cher Jean-Baptiste, spécifique pour financer les transports en commun en site propre. Mais je suis devant vous ici, je vous ai parlé de Marseille, j'ai parlé de Paris, je sais que ça vous plaît beaucoup, mais je vais vous parler évidemment de votre métropole.

Et si je suis ce matin devant vous ici à Tourcoing, dans cette métropole européenne de Lille qui a été, je l'ai vu, nous lui avons fait visite ce matin, la première collectivité à se doter, c'était maintenant expliqué en 1983 de métro automatique, c'est parce que dans ce processus, les projets que vous avez bâtis dans le cadre de votre schéma directeur dont vous m'avez rappelé les axes ont été reconnus comme parmi les plus efficaces, les plus ambitieux, répondant le mieux aux objectifs stratégiques et politiques qui sont ceux du

Gouvernement en matière de transport en commun en site propre. En particulier, la desserte extrêmement équilibrée de tous les quartiers, les transports en commun, on le disait ce matin fédère, rassemble. Quelque part, ce sont aussi des vecteurs de l'égalité républicaine à laquelle je suis, vous êtes, nous sommes particulièrement dans les temps qui courent, particulièrement attachés et que je vous invite, que je nous invite collectivement à revendiquer. Et le projet aujourd'hui subventionné en est aussi une illustration.

C'est pourquoi le Gouvernement va débloquer 120 millions pour les projets de la métropole qui vont représenter si j'ai bien compris ou en tout cas contribuer au financement de plus de 1,6 milliard de projets au total, notamment, mais nous l'avons illustré ce matin, le renouvellement du matériel roulant, deux nouvelles lignes de bus rénovées, deux nouvelles lignes de tramway dont je sais combien elles sont particulièrement attendus par les habitants. Trait d'union direct entre le centre-ville de Lille et l'ensemble des périphéries ; meilleur lien avec Tourcoing, avec Roubaix, mais aussi, je l'ai déjà dit, une desserte plus fine, plus inclusive de plusieurs quartiers en politique de la ville de Tourcoing encore, de Roubaix.

Je voudrais, mesdames et messieurs, mais je parle à un public de convaincus, insistez sur les enjeux que représente ce que nous faisons ce matin, les enjeux collectifs notamment, notamment en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Chacun sait, la contribution du secteur des transports aux émissions de gaz à effet de serre. Tous les rapports convergent. Nous devons développer les transports collectifs. C'est ce que nous faisons et au total, sur la période 2020-2025, cher Monsieur le ministre des Transports, c'est plus de 2 milliards d'euros de subventions dans les transports en commun que mon Gouvernement aura engagé à différents titres, dont celui de l'appel à projets dont je révèle ce matin devant vous les résultats.

C'est un effort inédit qui rejoint bien évidemment ou qui vient en appui des efforts tout à fait significatifs que partout en France, vous le voyez, les métropoles, les régions, les autorités organisatrices, cher Monsieur le président du Gard, concentrent de façon accélérée. Nous devons passer la vitesse supérieure. La lutte contre le réchauffement climatique, c'est aussi cela. C'est aussi cela, il faut le dire et le revendiquer. De la même façon que nous nous sommes engagés tous en faveur de la voiture propre, électrique ou hybride rechargeable. Je vous rappelle que là encore, c'est inédit, depuis le début du quinquennat, nous avons octroyé plus de 400 000 bonus écologique et 860 000 primes à la conversion pour acheter, pour financer l'achat de

véhicules propres. Et ça marche. Alors derrière, on voit aussi tous les enjeux industriels, et cette région les connaît bien, qu'il nous faut affronter et gérer. Nous sommes sur une tendance où sur la totalité des ventes de véhicules, ces véhicules propres, c'est-à-dire électriques ou hybrides, représentent depuis le début de l'année 2021 un cumul de l'ordre de 17 % des ventes. Alors, 17 % des ventes, 100 % est encore loin, 17 %. Oui mais si je prends l'année 2017, une année comme une autre, mais je prends cette référence, on était à 2 %. On est à 17, l'année n'est pas finie, j'espère bien, pour ne rien vous cacher, que nous serons à 20 voire un peu plus au 31 décembre quand on terminera les compteurs. C'est très important. En corollaire de ça, là encore, les collectivités territoriales sont pleinement mobilisées, l'installation de bornes, parce qu'il faut évidemment des bornes de recharge, progresse également très rapidement puisque nous aurons bientôt 50 000 bornes ouvertes au public, installées partout dans le territoire national. Et c'est là aussi près de 20 000 bornes de plus qu'il y a simplement un an ; 20 000, c'est considérable. C'est un défi collectif.

Et ce plan de relance, si je puis me permettre d'insister auprès de vous, c'est à la fois relancer l'activité que la crise sanitaire avait déprimée ; une de mes satisfactions, je vous le cache pas par rapport aux prévisions, c'est que la crise a amputé, comme disent les économistes, notre PIB, et c'est la plus forte amputation depuis la crise de 1929 et la guerre de 39-45. Il est maintenant à peu près établi qu'avec deux ans d'avance, à la fin de 2021, grâce à notre travail collectif, grâce aux Françaises et aux Français, sans doute grâce aux mesures prises par le Gouvernement, mais grâce à nos efforts collectifs, nous aurons reconstitué cette richesse. C'est quelque chose de majeur ; mais ça se suffirait à soi-même. Je ne sais pas si on pourrait parler de logique keynésienne, diraient les économistes, pourquoi pas, puisque même je le disais le FMI le recommande. Mais surtout, cette logique de la croissance par l'investissement et par le travail, nous l'orientons sur ce que nous pensons être des secteurs clés de la modernisation de notre économie et de notre société. Un autre terme pour le dire autrement, ce n'est pas du saupoudrage ; ça répond à un projet politique articulé. Et évidemment dans vos métropoles, le développement des transports collectifs, je pourrais ajouter, je ne vais pas donner de chiffres, mais vous les connaissez, nous en parlons ce matin là encore, les mobilités douces : le vélo. Là aussi, tout le monde s'y met et les chiffres de progression sont tout à fait significatifs.

Je voudrais vous rappeler aussi puisque je m'adresse à des élus, au président de la métropole, que les transports en commun aussi propres sont indirectement un atout très important pour lutter contre la pollution de l'air. J'ai évoqué les gaz à effet de serre, vous le savez, il y a les fameuses ZFE, Zone à Faible Émission, qui sont là aussi au cœur de préoccupations

métropolitaines et locales. Nous devons avancer. Et d'ailleurs, je rappelle que nous sommes même sous astreinte du Conseil d'Etat. Il nous a dit que nous n'allions pas assez vite. Bon. Et il faut aussi que le juge administratif annule parfois des projets très concrets de transports ou d'énergies renouvelables d'excellents motifs. Vous savez que le Premier ministre ne commente pas les décisions de justice. Mais bon, il faut qu'on arrive à déployer sur tous les registres ces projets pour atteindre nos objectifs qui, vous le savez, d'ici 2025 pour les agglomérations de plus de 150 000 habitants, évidemment, ici, nous y sommes, doivent être réaffirmés de la façon la plus claire. Là aussi, je le dis, notre logique, c'est d'accompagner.

Nous sommes pour la transition écologique. Mais je le dis plusieurs fois, mais chacun sait que la répétition est à la base de la pédagogie. C'est ce que me disaient mes grand-mère institutrices, et nous voulons concilier croissance économique et transition écologique. Nous devons concilier croissance économique, création de richesse et transition écologique. Nous accompagnons, c'est MaPrimeRénove, par exemple dans le secteur du logement. Ça prend des efforts pour nos concitoyens, cette transition. J'ai parlé tout à l'heure de l'acquisition de véhicules. Ce n'est pas à la portée de toutes les bourses. Si on agit par oukases, au nom même d'urgence climatique dont nous partageons toutes et tous le diagnostic, alors on ne parviendra pas à l'objectif recherché. Donc oui, nous revendiquons, je revendique devant vous qu'il nous faut accompagner ces transitions, accompagner en particulier les territoires les plus en difficulté, accompagner en particulier parce que c'est le rôle fondamental de l'Etat, celles et ceux de nos concitoyens qui sont les plus en difficulté. C'est, me semble-t-il, la cohérence de l'action du Gouvernement. Et c'est en tout cas celle qui, me semble-t-il, permettra d'atteindre de manière partagée, les objectifs que nous avons.

Je le dis ici aussi, je suis à Tourcoing, cher Gérald, je suis devant les élus : le Gouvernement, l'Etat, travaillent avec les élus. On entend beaucoup de choses partout. Je suis de ceux - j'ai été maire pendant 12 ans - qui croient beaucoup au rôle des élus à la démocratie locale. Mais je suis aussi de ceux qui pensent que la France a besoin de l'Etat. La France a besoin de l'Etat. Un Etat, ben oui, l'Etat du 21e siècle, pas peut-être celui du 19e, qui donne davantage de marges de manœuvre à sa représentation locale. Je rappelle la déconcentration, mais la France, parce qu'elle s'est faite comme ça, parce qu'il y a encore trop d'inégalités territoriales et sociales, a besoin de l'Etat.

Et l'Etat est votre partenaire. Je le dis à tous les élus, à tous les maires, à tous les présidents de métropole, il y en a ici. Je ne cesse de parcourir notre belle France des territoires. Vous savez, qu'on m'a moqué, parce que dans mon

discours de politique générale, j'ai soi-disant trop cité le mot territoire, que je regrette presque pour la réalité de ne l'avoir pas fait assez parce que ce que je vois ici encore montre la vitalité, la qualité de vos outils de planification, le fait que vous preniez à bras-le-corps ensemble ces problèmes qui sont celles et ceux de nos concitoyens. Et ce que j'annonce là, je le dis devant des élus du peuple, devant les parlementaires, devant les élus des collectivités, c'est le sel de l'action publique.

Je termine mon intervention, vous me le permettez par-là, où je l'ai commencé, la vie quotidienne de nos concitoyens. C'est par-là que, par des choses comme celle-là, avec un cap clair, des orientations politiques assumées, que nous restaurerons l'indispensable confiance. Par de la clarté, par de la sincérité, par des valeurs qui sont le patrimoine de notre République, l'indispensable confiance de nos concitoyens dans l'action publique.

Je vous remercie.